

Questions orales

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, nous vivons actuellement exactement la même expérience que les États-Unis, chose qui se produit périodiquement dans le secteur industriel. Le cycle des affaires au Canada a culminé l'an dernier et notre productivité a fléchi en conséquence. J'espère voir une relance de notre productivité d'ici quelques mois.

M. Hees: Le ministre croit-il que si d'autres pays industrialisés connaissent...

M. Turner (Ottawa-Carleton): Vous amorcez un débat, George.

M. Hees: ... des problèmes industriels en même temps que nous, le Canada sera dans l'impossibilité même d'envisager de faire quelque chose de son propre chef?

M. Gillespie: Au contraire, monsieur l'Orateur. Comme le député le sait, nous avons tout un éventail de programmes visant à aider l'industrie canadienne à accroître sa productivité. J'en ai énuméré un certain nombre au cours du débat de la semaine dernière. Je puis assurer le député que nous continuerons sans relâche à offrir ces stimulants aux entreprises canadiennes.

M. Hees: Je voudrais poser une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme la production industrielle a baissé abruptement malgré les programmes qu'il a si souvent exposés, le ministre n'est-il pas convaincu qu'il est temps de prendre des mesures innovatrices et d'arrêter de prétendre que tout va bien et que son ministère est satisfait lorsque les «affaires vont comme à l'ordinaire»?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je serais le dernier à proposer que nous devrions nous compter satisfaits que les affaires aillent comme à l'ordinaire. Je reconnais avec le député qu'il y a un vaste secteur de l'économie canadienne qui est frappé. Il l'est parce que nos clients ne sont plus capables d'importer autant qu'avant. Leur économie s'est affaiblie et n'est pas aussi forte, toutes proportions gardées, que la nôtre.

M. Hees: Et le ministre n'est pas aussi fort qu'il devrait l'être.

M. Gillespie: Permettez-moi d'assurer le député que nous allons maintenir nos initiatives dans les programmes d'échanges commerciaux, de développement industriel et de stimulants.

M. Hees: Et continuer d'essayer échec après échec.

* * *

LES JEUX OLYMPIQUES

LA POSSIBILITÉ D'UNE INTERVENTION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Au cours du semestre se terminant le 31 mars, les recettes totales de la vente de monnaie olympique n'ont atteint que un million et demi de dollars; à ce rythme, on n'aura recueilli d'ici 1976 moins d'un huitième des 250 millions de dollars prévus. Sachant que le cabinet doit présenter une loi autorisant le monnayage de pièces d'or même maintenant, ce qui pourra peut-être améliorer quelque peu la situation mais certainement pas la redresser

[M. Hees.]

entièrement, peut-on tenir pour acquis que le gouvernement ne subventionnera la ville de Montréal, directement ou indirectement, qu'au moyen des programmes de la monnaie—tant en argent qu'en or—et des timbres olympiques?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, la politique du gouvernement relative au financement des Jeux olympiques est bien connue. Nous avons aidé la ville de Montréal et la province de Québec au moyen des programmes mentionnés par l'honorable député, mais il n'entre pas dans les vues du gouvernement de les financer autrement que par le programme d'autofinancement.

[Traduction]

LA POSSIBILITÉ D'ASSIGNATION DES BÉNÉFICES DE MONNAYAGE AU COJO—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): J'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Postes. La Monnaie canadienne envisage actuellement de frapper toutes les pièces de monnaie canadienne, comme les pièces de 5, 10, 25 cents et autres, du symbole des Jeux olympiques; or, il semble que le bénéfice de monnayage retiré de la vente de toutes ces pièces ira au comité olympique et non au Fonds du revenu consolidé comme il se doit. Par conséquent, le ministre pourrait-il, au nom du gouvernement, être honnête envers le public et dire à la Chambre que tel ne sera pas le cas, ou peut-on présumer que le gouvernement désire par ce moyen subventionner directement les Olympiques? J'aimerais que le gouvernement cesse de tromper les Canadiens à cet égard?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, pour répondre au député, il serait préférable que les prémisses de sa question soient exactes. Nous n'avons pas l'intention d'assigner les bénéfices de monnayage, qui sont d'ordinaire destinés aux Canadiens par l'intermédiaire du Fonds du revenu consolidé, au financement des Olympiques l'an prochain. J'ai lu les articles de journaux qui évoquaient la possibilité d'irrégularités graves dans les bénéfices de monnayage par suite de la tenue des Jeux olympiques au Canada. Dans le cadre du programme de frappe de monnaie, cela pourrait être légitime, mais comme je l'ai dit, et comme mon collègue à mes côtés l'a dit, aucune décision ferme n'a encore été prise jusqu'ici à propos de la monnaie en or; donc, la question selon moi, s'appuie sur des prémisses inexactes. Je me dois de répéter que, si en principe nous devons songer à recourir aux bénéfices de monnayage, alors nous préciserions très clairement que ces bénéfices ne seraient pas assignés au financement des Olympiques ou pour aider à éponger le déficit, le cas échéant.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA POSSIBILITÉ D'AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION DU CANADA À L'OTAN—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné qu'il s'est engagé, par la déclaration qu'il a faite, à maintenir, au sein de l'OTAN, des forces armées que nos alliés jugent d'une taille adéquate et d'un caractère efficace, quand a-t-il l'intention d'augmenter la contribution du